

## Chronique de la gauche de la gauche

# 2012 : débuts de campagne

Le spectre du 21 avril continue de hanter les débats en vue de l'élection présidentielle de 2012. En réalité, ce que l'on craint à droite comme à gauche, c'est la présence du Front national, c'est-à-dire de Marine Le Pen, au deuxième tour. D'où deux inquiétudes parallèles : un 21 avril à l'envers pour la droite, à l'endroit pour la gauche. Jusqu'ici, les sondages semblaient indiquer que c'est surtout la droite, en l'occurrence très vraisemblablement Nicolas Sarkozy, qui risquait de passer à la trappe. Et cela plus particulièrement si Dominique Strauss-Kahn était le candidat socialiste. Il ne s'agit évidemment pas d'accorder une confiance excessive à la capacité des instituts de sondage de donner les résultats si longtemps à l'avance. Mais ils jouent un rôle dans la campagne qui s'amorce et influencent d'autant plus les partis concernés que ceux-ci comptent sur leurs « champions » pour pallier l'incapacité à tracer une perspective politique crédible pour changer la vie des Français. L'incarcération du directeur du FMI, accusé d'agression sexuelle et de tentative de viol aux États-Unis, change la donne de ce point de vue, les candidats de rechange semblant pour, l'instant tout au moins, moins à même de l'emporter. Surtout si, comme l'espère l'actuel pré-

LOUIS WEBER

sident en cette mi-mai, le flambeau de la « morale » risque de changer de mains<sup>1</sup>, en tout cas de donner lieu à davantage de contestations.

C'est dire que l'injonction à « ne pas refaire 2002 » va être fortement présente à gauche au cours des mois qui viennent. Pour la gauche de la gauche, elle a déjà constitué un obstacle en 2007, beaucoup d'électeurs se résignant à voter « utile », c'est-à-dire socialiste, dès le premier tour, tout en étant convaincus que ce vote n'avait aucune chance de conduire à un vrai changement de cap politique. D'où l'importance pour la gauche de la gauche de représenter pour les électeurs un choix non seulement différent mais aussi crédible, ne donnant pas l'impression d'un vote « perdu ».

Où en est-on de ce point de vue aujourd'hui ? Le Front de gauche s'achemine, sauf surprise de dernière heure

1. « En privé, le chef de l'État estime que l'affaire est un désastre pour le Parti socialiste, qui aurait perdu une partie du combat pour la présidentielle : celui de la morale. », *Le Monde*, 18 mai 2011.

du côté du Parti communiste, vers la candidature de Jean-Luc Mélenchon. Cette candidature, compte tenu des positions jusqu'ici exprimées et de ce que l'on sait du programme partagé<sup>2</sup> en cours d'élaboration, devrait permettre d'exprimer une véritable alternative aux propositions du Parti socialiste, qui ne cache même plus qu'il a renoncé à l'idée même de transformation sociale et où les principaux dirigeants semblent jouer à faire assaut de « réformisme ».

Quel est l'enjeu ? L'objectif d'être au premier tour en première position à gauche, c'est-à-dire devant le candidat socialiste, est parfois évoqué. Pour l'instant, il paraît cependant peu réaliste et n'est pas en tout cas corroboré par les sondages, même si on le dit avec toutes les précautions déjà évoquées plus haut. Reste donc l'idée d'un score suffisamment conséquent (à deux chiffres ? 10% ?) pour pouvoir peser sur la politique qui sera menée par une éventuelle coalition socialistes/verts/front de gauche<sup>3</sup>.

Quel peut être l'effet possible de deux événements récents, présentés par les

« commentateurs » comme deux « coups de tonnerre » : l'arrestation de Dominique Strauss-Kahn aux États-Unis et le refus d'Olivier Besancenot d'être une troisième fois candidat. La candidature de Strauss-Kahn pouvait servir de repoussoir pour des électeurs, y compris socialistes, peu enclins à voter pour quelqu'un se situant à la droite du Parti socialiste et responsable par ailleurs des mesures imposées par le Fonds monétaire international à des pays comme la Grèce ou le Portugal. Certains de ceux-ci pouvaient donc se rabattre sur le candidat du Front de gauche au premier tour. *A contrario*, l'absence aujourd'hui certaine de Strauss-Kahn peut donc faire revenir ces électeurs au bercail, ce qui constituerait un manque à gagner pour le Front de gauche.

D'un autre côté, le retrait d'Olivier Besancenot et la division au sein du NPA qui en a été la conséquence peuvent amener de nouveaux électeurs au Front de gauche<sup>4</sup>. Et cela d'autant plus que le NPA est entré dans un cycle de crises dont il est difficile de prévoir l'issue. Le récent congrès, en février 2011, n'avait pas permis de dégager une majorité quelconque entre une plateforme P2 « identitaire », rétive à toute unité au sein de la gauche de la gauche, une deuxième, P3, à l'opposé de cette position et voulant s'ouvrir à tous les courants de la gauche de gauche sans faire de l'antica-

2. Le « programme partagé » (le PCF dit systématiquement « programme populaire partagé ») du Front de gauche pour 2012 a été lancé à la Fête de l'Humanité en septembre 2010 par les trois composantes du Front de gauche. Depuis lors, il a donné lieu à divers séminaires et rencontres et à la publication de fiches spécialisées sur les sites du Parti de gauche (<http://programme.lepartidegauche.fr/>), du PCF (<http://www.pcf.fr/7379>) ou de la Gauche unitaire (<http://gauche-unitaire.fr/>).

3. Pour Jean-Luc Mélenchon, le bilan est incontestablement positif : « *La division de l'autre gauche nous a cloués au sol. Mais nous ne sommes pas condamnés à y rester. Le Front de gauche a franchi une à une toutes les étapes de la crédibilité et de l'ancrage. En passant la barre des dix pour cent aux élections cantonales un seuil a été franchi.* » « Le meilleur et le pire », sur le blog de Jean-Luc Mélenchon : <http://www.jean-luc-melenchon.fr/2011/05/08/le-meilleur-et-le-pire/#more-6684>, 8 mai 2011.

4. Jean-Luc Mélenchon présente la chose ainsi : « Face à ce que les commentateurs réduisent pour l'heure à « une bonne nouvelle pour Jean-Luc Mélenchon », il ne faut pas oublier que ce retrait manifeste d'abord l'échec d'une des seules tentatives (avec le Front de Gauche) menées au sein de l'autre gauche pour dépasser la situation lamentable de la présidentielle de 2007. » Éditorial du site du Parti de gauche, <http://www.lepartidegauche.fr/editos/3754-retrait-besancenot-presidentielle>, 16 mai 2011.

pitalisme un ticket d'entrée, enfin, une plateforme P1, majoritaire de façon relative mais assez disparate, car réunissant une composante proche des mouvements sociaux<sup>5</sup> et des dirigeants dits « pragmatiques » soucieux avant tout de développer le NPA. C'est cette plate-forme qui vient d'exploser, une partie rejoignant les identitaires (dont Olivier Besancenot lui-même et une des porte-parole en fonction depuis le congrès), les « pragmatiques » étant plutôt tentés par la plateforme P3<sup>6</sup>. Les deux porte-parole ont fait des choix différents, Myriam Martin, proposée d'abord comme candidate étant maintenant dans la minorité. Christine Poupin est en revanche dans la nouvelle majorité. Pour elle, « *Il y a un large accord dans la direction sur l'essentiel : préparer la candidature du NPA. [...] La candidature du mouvement social, personne n'a de nom à proposer. Et il n'y a pas d'accord possible avec le Front de gauche*<sup>7</sup> ». Une conférence nationale est censée prendre les décisions finales les 24 et 25 juin. Il s'agit bien d'une forme de recomposition interne du NPA qui peut conduire à de nouvelles fragmentations, en tout cas à des stratégies différentes en 2012<sup>8</sup>.

Mais la capacité de rassembler au moment de l'élection présidentielle dépendra aussi, et sans doute même sur-

tout, de la dynamique que le Front de gauche saura créer autour de ses propositions. Le débat interne porte aujourd'hui, avec de bonnes chances d'aboutir, sur à un accord public global concernant les échéances de 2012 (élections présidentielle et législatives). Parallèlement se pose la question de l'élargissement et les partenaires actuels (Parti communiste, Parti de gauche et gauche unitaire) ont adopté un « texte stratégique » à cette fin<sup>9</sup>.

Ce document s'appuie sur une double idée : susciter « un rassemblement populaire autour d'un programme permettant une véritable transformation sociale » ; « créer les conditions d'une majorité de gauche véritablement alternative à la droite pour mettre en œuvre une politique de rupture avec les logiques capitalistes et productivistes ». Un cycle de rencontres est prévu, qui s'est ouvert le 4 mai avec la Fase, dont la participation au Front de gauche semble acquise<sup>10</sup>, et le NPA.

Le Front de gauche regroupe des partis politiques. De nombreux textes montrent que ses fondateurs, qu'ils soient du Parti de gauche ou du PCF, insistent beaucoup sur cette caractéristique. Donner une place aux nombreux « orphelins » qui ont quitté l'un ou l'autre des partis de gauche, voire – question de génération – qui n'ont jamais adhéré à un parti parce que venus à la vie militante à une époque où la défiance envers ces formes d'organisation

5. Parmi eux, Olivier Besancenot pour qui la présidentielle n'est plus l'essentiel car « *la révolution ne se fait pas par les urnes* », entretien publié par *Médiapart*, 7 mai 2011.

6. Pour un point de vue interne et, par conséquent, très engagé sur cette question, voir <http://blogs.mediapart.fr/blog/velveth/170511/npa-la-renaissance-est-encore-possible>

7. Citations extraites d'un article de Sylvia Zappi, « Le NPA toujours sans candidat pour la présidentielle », *Le Monde*, 16 mai 2011.

8. Ce ne serait pas une première : en 2007, certains des membres actuels de la direction du NPA avaient activement participé à la campagne de José Bové et non à celle d'Olivier Besancenot.

9. Disponible sur : <http://www.pcf.fr/8603>

10. En fait, il n'y a plus guère d'autres « candidats » à la participation au Front de gauche, Les Alternatifs y ayant publiquement renoncé (sans pour autant refuser de futures alliances électorales, bien sûr) et le M'Pep semblant aujourd'hui donner la préférence à des campagnes peu compatibles avec les positions du Front de gauche (Sortir de l'euro, voire de l'Union européenne, etc.)

était déjà la règle, est donc une des questions auxquelles le Front de gauche doit trouver une réponse. Car la demande existe, comme le montrent des appels en ce sens publiés au cours des derniers mois.

### **Un appel pour adhérer au Front de gauche**

Dès le mois de janvier 2011, une soixantaine de « membres ou non de partis ou d'autres organisations démocratiques » ont souhaité aller au-delà « d'un soutien au Front de gauche pour en devenir pleinement parties-prenantes. »<sup>11</sup> Sous quelle forme ? L'appel suggère d'ouvrir la possibilité d'adhérer directement au Front de gauche, sans passer par l'une ou l'autre de ses composantes : « Les responsabilités des partis constitutifs du Front de gauche sont essentielles. L'une d'elles, à notre sens, est de faire en sorte que soit créé le cadre qui nous permettra de nous lancer dans la bataille. Un cadre auquel il sera possible d'adhérer directement sans autre condition que de partager les objectifs fondamentaux du Front de gauche. Un cadre dans lequel nous pourrions faire valoir nos idées et démultiplier sur tout le territoire des milliers d'initiatives citoyennes de rassemblement pour faire vivre un nouvel espoir à gauche et l'enraciner. » Cette demande traduit aussi le fait que de nombreux signataires de l'appel ont quitté l'un ou l'autre des partis concernés, principalement bien sûr le parti communiste. Ce qui ne les empêche pas de se considérer comme des compagnons de route du Front de gauche, sans vouloir pour autant rejoindre l'une de ses composantes actuelles.

11. Appel « Pour une dynamique populaire du Front de gauche : engageons nos énergies citoyennes », disponible sur de nombreux sites, par exemple : <http://www.dynamique-frontdegauche.fr/>

S'agit-il alors de constituer une quatrième composante du Front de gauche ? On ne peut exclure que l'idée effleure l'esprit de ceux qui se sentiraient en mal d'appartenance. Mais elle a été rejetée au cours d'une réunion des signataires le 29 avril dernier. Cette même réunion a tenté de mieux cerner l'identité de ce groupe de quelque 1500 personnes qui ont signé l'appel : « Fondamentalement, un lieu permettant au plus grand nombre possible de femmes et d'hommes, tout particulièrement celles et ceux qui sont aujourd'hui hors du jeu politique parce que ne se reconnaissant dans aucun parti, de se rassembler, réfléchir et agir ensemble ». Mais sur ce que cela implique à terme, les visions sont diverses. Et comme il est d'usage dans les regroupements se faisant sur une base au départ assez générale, en l'occurrence ici le sentiment qu'il est nécessaire d'agir à gauche du parti socialiste même si on ne se reconnaît pas/plus dans un parti « traditionnel », il y a « accord général pour considérer qu'il est capital d'avancer ensemble en respectant cette diversité [...] en nous concentrant sur ce qui nous est commun : la volonté de travailler à une dynamique citoyenne et populaire avec et pour le Front de gauche. »<sup>12</sup>

Il s'agit donc ici, clairement, d'accompagner le Front de gauche et de créer une dynamique pouvant intéresser des individus ou des groupes ayant des engagements forts dans la société mais n'éprouvant plus, pour des raisons qui peuvent être très diverses, le besoin de participer à l'action politique au sein d'un parti constitué. L'initiative a donc été soutenue par les composantes du Front de gauche,

12. Compte-rendu de la réunion du 29 avril 2011, non public.

une rencontre avec les signataires étant prévue début juin.

### **Un appel pour des primaires de toute la gauche**

L'appel 2012 : *des primaires pour toute la gauche* publié par *Libération* le 20 avril 2011 s'inscrit dans une perspective très différente. Il a été repris dans *Politis* le 25 avril sous une forme beaucoup plus développée, avec un nombre plus grand de signataires et un nouveau titre moins étroitement lié aux échéances électorales, lectorat différent oblige : *Appel pour une insurrection civique et démocratique*<sup>13</sup>. La version de *Libération* s'inscrit clairement dans le fantasme du 21 avril, déjà évoqué : « Les forces de transformation écologiques, sociales, politiques doivent, avant 2012, prioritairement redonner espoir aux milieux populaires. Elles ne le feront et ne feront, par là, reculer le Front national, qu'en se dépassant toutes [...] Nous suggérons une procédure pour éviter à la gauche tout risque de ne pas figurer au second tour en 2012. » Comment faire ? C'est là que l'on voit reparaître l'idée, déjà largement analysée dans *Savoir/Agir*<sup>14</sup>, d'une instance extérieure qui catalyserait en quelque sorte les forces de gauche censées être incapables d'agir ensemble par elles-mêmes. Celles-ci, « les différentes familles socialiste, écologiste, communiste, alternatives », garderaient certes le droit de choisir leurs candidats et leurs programmes. Mais ensuite, place à « une série de débats communs destinés à cerner les objets d'accord et de désaccords. Puis d'offrir la possibilité lors de "primaires communes" sur le contenu des pro-

grammes, en décembre, à tout le peuple de gauche de hiérarchiser les propositions qui vaudraient programme d'action sur le quinquennat. Il faudrait ensuite choisir une procédure pour désigner un ou une candidat(e). Mais d'abord le programme décidé tous ensemble puis le ou la candidat(e) qui le porte ! » Ceci pour les partis puisqu'il faut bien passer par eux pour les échéances électorales. Mais il y a aussi ce qui dépend de « nous », ce « nous » renvoyant manifestement à celles et ceux, les plus nombreux probablement dans l'esprit des rédacteurs, qui ne se reconnaissent pas dans les partis et ne leur font plus confiance. L'appel les invite donc à agir, « Directement. Sans déléguer. Pour faire reculer la peur et l'isolement qui alimentent le FN, nous allons partout en France, chaque semaine, monter des apéros "pour vivre ensemble", des banquets pour vivre ensemble, des barbecues pour vivre ensemble. C'est "cucul" ? La peur vient de l'éloignement. Quand nous sommes au plus près, partageant soucis et craintes, nous nous sentons vite semblables et s'évanouissent les fantasmes. Il s'agit banalement de "prendre un pot". Chacun de ces pots sera pour le FN, un pot de départ. »

Comment expliquer ce rapprochement inédit entre une approche finalement traditionnelle bien qu'un peu extravagante au regard de ce qu'est la gauche aujourd'hui – élaborer un programme commun des forces de gauche puis une candidature commune – et cette institution de la convivialité en vecteur privilégié de l'action politique ? À l'origine il y a sans doute à la fois la conviction que les partis politiques sont incapables de conduire le changement<sup>15</sup>

13. Voir : <http://www.politis.fr/21-avril-Appel-pour-une,13927.html>

14. Voir L. Weber, « Vers de nouvelles articulations entre lutte sociale et lutte politique », *Savoir/Agir* n° 15, mars 2011.

15. Ce qui est exprimé de façon beaucoup moins elliptique dans la version développée de l'appel

– ce qui est effectivement un sujet de débat sérieux – et la crainte de les voir saturer l'espace du débat politique au cours de la période à venir, jusqu'aux élections de 2012 au moins. Comme nous l'avons déjà relaté ici<sup>16</sup>, une première tentative de contourner les partis politiques en tentant de s'appuyer sur les mobilisations sur les retraites en 2010 a été la proposition de *Carrefours pour des transformations sociales et écologiques*, pour prolonger les initiatives communes à Attac et à Copernic au cours de cette période. L'objet était déjà de « réunir » les partis politiques pour débattre de diverses questions en vue des élections de 2012. La direction d'Attac a décliné l'invitation, Copernic l'a acceptée, soucieuse déjà « de ne pas laisser aux seuls partis politiques le soin d'occuper le terrain au cours de la campagne électorale à venir. » Devant cette rupture de l'attelage qui avait bien fonctionné durant la campagne pour les retraites, il fallait donc chercher une nouvelle configuration. Elle a été trouvée du côté de la mouvance que représente bien Patrick Viveret, ancien de la deuxième gauche rocardienne au sein du parti socialiste, mais qui a aussi travaillé pour Guy Hascouët, secrétaire d'État à l'économie solidaire du gouvernement Jospin (2001-2002). Il a beaucoup réfléchi sur les innovations sociales, y compris de caractère économique (monnaies alternatives, économie solidaire). Le titre du récent ouvrage qu'il a co-écrit : *De la convivialité, Dialogues sur la société*

*conviviale à venir*<sup>17</sup> éclaire bien les passages de l'appel relevés plus haut.

Mais cette fois-ci, le bureau de la Fondation Copernic a refusé de se joindre à cette nouvelle initiative, la proposition de candidature unique de (toute) la gauche ne faisant évidemment pas consensus dans cette instance où tout le spectre de la gauche de la gauche mais aussi les Verts sont représentés. Si l'appel publié dans *Libération* constitue d'une certaine façon un « coup », il n'en reste pas moins que la démarche, beaucoup plus développée dans *Politis*, traduit aussi l'existence de sensibilités qu'une dynamique élargie de la gauche de la gauche devrait chercher à agréger au projet de transformation sociale et écologique très largement commun aujourd'hui aux forces politiques qui la constituent, même si les stratégies électorales peuvent rester divergentes. ■

parue dans *Politis* : « Le microcosme politique suit son cours ordinaire, réduit souvent, hélas, au choc des ambitions personnelles, des carrières, des concurrences stériles, déjà vues. [...] Mais surtout, ne déléguons plus aux politiques ce qui dépend de nous ».

16. Voir L. Weber, *Ibidem*.

17. Alain Caillé, Marc Humbert, Serge Latouche, Patrick Viveret, *De la convivialité, Dialogues sur la société conviviale à venir*, éditions La Découverte, janvier 2011.